



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/828/Add.1
4 juin 1996

ORIGINAL : FRANÇAIS

Cinquantième session
Point 137 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES
AU TADJIKISTAN

Rapport de la Cinquième Commission (deuxième partie)

Rapporteur : M. Peter MADDENS (Belgique)

I. INTRODUCTION

1. La recommandation présentée antérieurement par la Cinquième Commission à l'Assemblée générale au titre du point 137 de l'ordre du jour figure dans le rapport de la Commission publié sous la cote A/50/828.
2. La Cinquième Commission a repris l'examen de la question à sa 56e séance et à la reprise de sa 64e séance, les 6 mai et 3 juin 1996. Les débats y relatifs sont consignés dans les comptes rendus de séance correspondants (A/C.5/50/SR.56 et 64).
3. Pour l'examen de ce point de l'ordre du jour, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général (A/50/749/Add.1) et du rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/50/933).

II. EXAMEN DU PROJET DE RÉOLUTION A/C.5/50/L.48

4. À la reprise de la 64e séance, le 3 juin, le Vice-Président de la Commission a commenté un projet de résolution intitulé "Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan" (A/C.5/50/L.48), qui avait été présenté à l'issue de consultations officieuses.
5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/50/L.48 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies
au Tadjikistan

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Rappelant la résolution 968 (1994) du Conseil de sécurité en date du 16 décembre 1994, par laquelle le Conseil a décidé de créer la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, ainsi que la résolution 1030 (1995) du Conseil en date du 14 décembre 1995, par laquelle le Conseil a décidé de proroger le mandat de la Mission jusqu'au 15 juin 1996,

Rappelant également sa résolution 49/240 du 31 mars 1995 relative au financement de la Mission,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant sa décision antérieure concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission, une méthode différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu élevés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont versé des contributions volontaires au Compte spécial de la Mission,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. Prend note de l'état au 21 mai 1996 des contributions à la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, notamment du fait que le montant

¹ A/50/749/Add.1.

² A/50/933.

des contributions non acquittées s'élevait à 788 296 dollars des États-Unis, soit 6 % du montant total des contributions mises en recouvrement depuis la création de la Mission jusqu'à la période se terminant le 15 juin 1996, constate qu'environ 26 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. Se déclare préoccupée par la situation financière des opérations de maintien de la paix, eu égard en particulier au remboursement des sommes dues aux pays qui fournissent des contingents et qui doivent supporter une charge en raison des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. Remercie les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. Prie instamment tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

5. Souscrit aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport²;

6. Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

7. Décide d'ouvrir, pour inscription au compte spécial de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 15 juin 1996, un crédit d'un montant brut de 7 478 900 dollars (soit un montant net de 6 971 600 dollars) pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, y compris le montant de 176 400 dollars à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, ledit crédit devant être réparti entre les États Membres à raison d'un montant brut de 623 242 dollars par mois (soit un montant net de 580 967 dollars), en tenant compte de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle qu'elle a été modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995 et 50/224 du 11 avril 1996, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et en se fondant sur le barème des quotes-parts pour les années 1996 et 1997, et sous réserve du mandat établi dans sa résolution 49/19 B du 23 décembre 1994 et sa décision 50/471 A du 22 décembre 1995;

8. Décide également que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres, en application du paragraphe 7 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts correspondant aux recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, soit un montant de 507 300 dollars;

9. Demande que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, compte tenu des circonstances, conformément à la procédure qu'elle a arrêtée dans ses résolutions 43/230 du 21 décembre 1988, 44/192 A du 21 décembre 1989 et 45/258 du 3 mai 1991;

10. Invite les États Membres à verser des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale créé en vertu du paragraphe 13 de la résolution 968 (1994) du Conseil de sécurité en date du 16 décembre 1994;

11. Décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante et unième session la question intitulée "Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan".
